

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1998-1999

14 JUIN 1999

**Liste des projets et propositions de décret considérés comme
non avenus par suite du renouvellement du Parlement**

SOMMAIRE

	Pages
Projets et propositions envoyés en commission	2
<i>Annexe:</i> Décret relatif aux conséquences du renouvellement du Parlement de la Communauté française sur les projets et propositions de décret pendant devant ce Parlement	10

PROJETS ET PROPOSITIONS ENVOYES EN COMMISSION

A. Commission de Coopération avec les Communautés

Néant.

B. Commission de Coopération avec les Régions

Néant.

C. Commission de Coopération et de Concertation avec l'Assemblée de la Commission communautaire française

Néant.

D. Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité

1. Proposition de décret instaurant la libre consultation des études commanditées par les institutions de la Communauté française.

Proposition déposée le 18 juillet 1994 par M. Dallons et consorts (1)

— Doc. 179 (1993-1994) n° 1.

— Doc. 59 (1995-1996) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 59 (1995-1996) n° 2.

2. Proposition de décret contenant la modification du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996.

Proposition déposée le 26 avril 1996 par M. Drouart et consorts.

— Doc. 86 (1995-1996) n° 1.

3. Proposition de décret spécial visant à associer les sénateurs élus directement par le collège électoral français aux travaux du Conseil.

Proposition déposée le 22 mai 1996 par MM. Léonard, Ducarme, Antoine et Cheron.

— Doc. 89 (1995-1996) n° 1.

4. Proposition de décret fixant les conditions de subvention des associations ayant pour objet la promotion de la langue française et de la culture française.

Proposition déposée le 8 octobre 1996 par M. Ducarme et consorts.

— Doc. 107 (1995-1996) n° 1.

5. Proposition de décret portant création d'une taxe sur la publicité.

Proposition déposée le 5 mars 1997 par M. Antoine et consorts.

— Doc. 141 (1996-1997) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 141 (1996-1997) n° 2.

6. Proposition de décret relatif à l'évaluation de la législation de la Communauté française.

Proposition déposée le 13 mars 1997 par Mme Bertouille et M. Ducarme.

— Doc. 143 (1996-1997) n° 1.

7. Proposition de décret modifiant le décret du 12 juin 1981 fixant la procédure d'enquête.

Proposition déposée le 7 octobre 1997 par M. van Eyll et Mme Persoons.

— Doc. 193 (1996-1997) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 193 (1996-1997) n° 2.

(1) Frappée de caducité le 12 avril 1995.

Relevée de caducité le 19 juillet 1995 par M. Cheron et Mme Nagy.

8. Proposition de décret créant le « registre des circulaires ».

Proposition déposée le 14 octobre 1997 par MM. Tahay et Barbeaux.

— Doc. 194 (1996-1997) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 194 (1996-1997) n° 2.

9. Proposition de décret portant création de l'institution de médiateur de la Communauté française.

Proposition déposée le 24 octobre 1997 par Mme Persoons et M. van Eyll.

— Doc. 195 (1997-1998) n° 1.

10. Proposition de décret visant à favoriser une représentation plus équilibrée entre les hommes et les femmes dans les organes consultatifs.

Proposition déposée le 17 novembre 1997 par Mme Yerna et consorts.

— Doc. 200 (1997-1998) n° 1.

Amendement de commission déposé par Mme Maréchal.

— Doc. 200 (1997-1998) n° 2.

11. Proposition de décret portant création d'une taxe sur l'exposition au public de la publicité.

Proposition déposée le 4 mai 1998 par M. Antoine et consorts.

— Doc. 238 (1997-1998) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 238 (1997-1998) n° 2.

E. Commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse et du Cinéma**1. Proposition de décret instituant au profit de la Communauté française un droit de préemption sur les biens culturels mobiliers des communes et des provinces.**

Proposition déposée le 2 mars 1990 par Mme Nelis et consorts. (1)

— Doc. 110 (1989-1990) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 110 (1989-1990) n° 2.

— Doc. 51 (1995-1996) n° 1.

2. Proposition de décret modifiant le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organismes d'éducation permanente des adultes et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Proposition déposée le 5 décembre 1994 par M. Perdieu. (2)

— Doc. 193 (1994-1995) n° 1.

— Doc. 60 (1995-1996) n° 1.

3. Proposition de décret relatif à l'existence et au développement d'une presse indépendante et pluraliste.

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par Mme Nagy et consorts.

— Doc. 10 (SE 1995) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 10 (SE 1995) n° 2.

4. Proposition de décret visant à organiser les conditions de subvention en matière culturelle.

Proposition déposée le 12 juin 1996 par MM. Barbeaux et Tahay.

— Doc. 91 (1995-1996) n° 1.

(1) Frappée de caducité le 17 octobre 1991.

Relevée de caducité le 20 février 1992.

Frappée de caducité le 12 avril 1995.

Relevée de caducité le 19 juillet 1995 par MM. Daras et Cheron.

(2) Frappée de caducité le 12 avril 1995.

Relevée de caducité le 4 juillet 1995.

5. Proposition de décret relative à la subsideation des sports cérébraux.

Proposition déposée le 8 avril 1998 par M. Damseaux.

— Doc. 236 (1997-1998) n° 1.

6. Proposition de décret relatif aux armoiries des personnes privées.

Proposition déposée le 17 juin 1998 par Mmes Bertouille et Stengers.

— Doc. 251 (1997-1998) n° 1.

7. Projet de décret déterminant les modalités d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres locaux d'information des jeunes.

Projet déposé le 22 mars 1999.

— Doc. 311 (1998-1999) n° 1.

8. Proposition de décret relatif aux télévisions de proximité à caractère communautaire dénommées « télévisions de régions ».

Proposition déposée le 24 mars 1999 par MM. Istasse, Ficherouille et Santkin.

— Doc. 322 (1998-1999) n° 1.

F. Commission de l'Education

1. Proposition de décret instaurant des cours de sécurité routière dans l'enseignement secondaire, dans l'enseignement supérieur pédagogique et dans l'enseignement à distance.

Proposition déposée le 26 septembre 1988 par M. Perdieu. (1)

— Doc. 33 (SE 1988) n° 1.

— Doc. 49 (1995-1996) n° 1.

2. Proposition de décret modifiant l'arrêté royal n° 465 du 1^{er} octobre 1986 relatif à la rationalisation et la programmation ainsi qu'aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

Proposition déposée le 14 mars 1989 par M. Perdieu. (1)

— Doc. 57 (1988-1989) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 57 (1988-1989) n° 2.

— Doc. 50 (1995-1996) n° 1.

3. Proposition de décret modifiant la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant.

Proposition déposée le 10 février 1992 par M. Perdieu. (2)

— Doc. 12 (SE 1992) n° 1.

— Doc. 53 (1995-1996) n° 1.

4. Proposition de décret relatif aux enseignants exerçant une mission auprès d'une organisation permanente des adultes.

Proposition déposée le 13 mai 1992 par M. Perdieu. (2)

— Doc. 35 (SE 1992) n° 1.

— Doc. 54 (1995-1996) n° 1.

5. Proposition de décret organisant l'enseignement technique et professionnel, à charge des pouvoirs publics.

Proposition déposée le 13 octobre 1992 par MM. Hazette et Michel. (1)

— Doc. 63 (SE 1992) n° 1.

— Doc. 55 (1995-1996) n° 1.

(1) Frappée de caducité le 17 octobre 1991.

Relevée de caducité le 23 janvier 1992.

Frappée de caducité le 12 avril 1995.

Relevée de caducité le 4 juillet 1995.

(2) Frappée de caducité le 12 avril 1995.

Relevée de caducité le 4 juillet 1995.

6. **Proposition de décret relatif à la valorisation pécuniaire de certaines formations « complémentaires » accomplies en cours de carrière pour le personnel enseignants, auxiliaires d'éducation, paramédical, psychologique et social de l'enseignement fondamental, secondaire et de promotion sociale et pour le personnel technique des centres PMS et IMS.**

Proposition déposée le 25 avril 1994 par MM. Daras et Drouart (1)

— Doc. 163 (1993-1994) n° 1.

— Doc. 58 (1995-1996) n° 1.

7. **Proposition de décret étendant l'obligation de neutralité à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.**

Proposition déposée le 9 mars 1995 par M. Hazette. (1)

— Doc. 218 (1994-1995) n° 1.

— Doc. 61 (1995-1996) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 61 (1995-1996) n° 2.

— Doc. 61 (1995-1996) n° 3.

8. **Proposition de décret modifiant l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.**

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par MM. Daras et Drouart.

— Doc. 13 (SE 1995) n° 1.

9. **Proposition de décret relatif aux centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française accordant au personnel la possibilité de nomination définitive pour des fonctions à prestations incomplètes.**

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par MM. Smeets et Desgain.

— Doc. 14 (SE 1995) n° 1.

10. **Proposition de décret relatif à la guidance psycho-médico-sociale dans l'enseignement secondaire à horaire réduit.**

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par MM. Smeets et Desgain.

— Doc. 15 (SE 1995) n° 1.

11. **Proposition de décret modifiant les articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'enseignement gardien, primaire, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements.**

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par MM. Daras et Drouart.

— Doc. 16 (SE 1995) n° 1.

12. **Proposition de décret portant sur l'enseignement secondaire à horaire réduit et les conditions pour l'admission des jeunes.**

Proposition déposée le 5 juillet 1997 par MM. Desgain, Smeets et Drouart.

— Doc. 17 (SE 1995) n° 1.

13. **Proposition de décret modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1971 et visant à permettre la reconnaissance des écoles de devoirs œuvrant contre l'exclusion des jeunes.**

Proposition déposée le 5 juillet 1995 par MM. Snappe, Cheron et Baille.

— Doc. 18 (SE 1995) n° 1.

14. **Proposition de décret modifiant le décret du 5 août 1995 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.**

Proposition déposée le 11 septembre 1995 par M. Ducarme et consorts.

— Doc. 27 (SE 1995) n° 1.

(1) Frappée de caducité le 12 avril 1995.
Relevée de caducité le 19 juillet 1995.

15. **Proposition de décret étendant l'obligation de neutralité aux écoles de l'enseignement officiel et définissant la neutralité dans l'enseignement officiel.**

Proposition déposée le 19 septembre 1995 par MM. Léonard et Dupont.

— Doc. 29 (SE 1995) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 29 (SE 1995) n° 2.

— Doc. 29 (SE 1995) n° 3.

16. **Proposition de décret favorisant la compatibilité entre les études et l'activité sportive de haut niveau.**

Proposition déposée le 10 octobre 1995 par MM. Monfils et Foret. (1)

— Doc. 33 (SE 1995) n° 1.

17. **Proposition de décret modifiant les articles 40 et 49 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidé de l'enseignement officiel subventionné.**

Proposition déposée le 23 octobre 1995 par Mme Stengers.

— Doc. 35 (1995-1996) n° 1.

18. **Proposition de décret confirmant la loi du Pacte scolaire au prescrit constitutionnel d'égalité.**

Proposition déposée le 29 janvier 1996 par M. Hazette.

— Doc. 68 (1995-1996) n° 1.

19. **Proposition de décret relative à l'exonération du paiement du droit perçu pour l'examen des demandes d'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers de l'enseignement secondaire.**

Proposition déposée le 14 mars 1996 par Mme Bertouille.

— Doc. 77 (1995-1996) n° 1.

20. **Proposition de décret relative à l'accueil de l'enfant dans l'enseignement fondamental.**

Proposition déposée le 25 avril 1996 par MM. Antoine et Charlier.

— Doc. 84 (1995-1996) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 84 (1995-1996) n° 2.

21. **Proposition de décret ayant pour objet l'explicitation et l'application des articles 5, 6 et 33 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.**

Proposition déposée le 26 avril 1994 par M. Léonard.

— Doc. 85 (1995-1996) n° 1.

22. **Proposition de décret modifiant le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.**

Proposition déposée le 9 juillet 1996 par M. Liénard et consorts.

— Doc. 100 (1995-1996) n° 1.

23. **Proposition de décret modifiant l'article 61 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidé de l'enseignement officiel subventionné et l'article 157^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, internats dépendant de ces établissements et des membres de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements (textes coordonnés au 1^{er} juin 1995).**

Proposition déposée le 14 octobre 1996 par M. Damseaux.

— Doc. 112 (1995-1996) n° 1.

24. **Proposition de décret relative aux devoirs des enseignants et du personnel soumis aux différents statuts des réseaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, et visant à la protection des élèves et des étudiants.**

Proposition déposée le 17 juillet 1997 par Mme Stengers et consorts.

— Doc. 188 (1996-1997) n° 1.

(1) Examen conjoint avec les commissions de l'Education et de l'Enseignement supérieur.

25. Proposition de décret modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Proposition déposée le 4 février 1998 par Mme Willame-Boonen et M. Charlier.

— Doc. 226(1997-1998) n° 1.

26. Proposition de décret visant à agréer les « fermes pédagogiques ».

Proposition déposée le 5 mars 1998 par MM. Antoine et Charlier.

— Doc. 233 (1997-1998) n° 1.

27. Proposition de décret instaurant un service universel communal d'accompagnement social pour tous les élèves fréquentant l'enseignement maternel et obligatoire.

Proposition déposée le 18 mai 1998 par M. Hazette et consorts.

— Doc. 241 (1997-1998) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 241 (1997-1998) n° 2.

28. Proposition de décret relatif à la promotion des écoles en zone rurale.

Proposition déposée le 23 septembre 1998 par MM. Cheron, Drouart, Ducarme et Mathieu.

— Doc. 267 (1997-1998) n° 1.

29. Proposition de décret relatif au service public d'accueil des élèves.

Proposition déposée le 12 novembre 1998 par M. Cheron et consorts. (1)

— Doc. 275 (1998-1999) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 275 (1998-1999) n° 2.

30. Proposition de décret visant à organiser la prise en charge, par la Communauté française de l'intervention dans le prix des transports en commun des membres subsidiés de l'enseignement subventionné et des membres de l'enseignement qu'elle organise.

Proposition déposée le 24 novembre 1998 par M. Antoine.

— Doc. 279 (1998-1999) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 279 (1998-1999) n° 2.

31. Proposition de décret fixant le statut des maîtres et professeurs de religion de l'enseignement officiel subventionné.

Proposition déposée le 25 novembre 1998 par MM. Charlier et Antoine.

— Doc. 280 (1998-1999) n° 1.

G. Commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

1. Proposition de décret visant à suspendre l'exécution du décret portant modification de la législation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, du décret fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, du décret portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur.

Proposition déposée le 30 septembre 1995 par M. Cheron et consorts.

— Doc. 30 (SE 1995) n° 1.

2. Proposition de décret favorisant la compatibilité entre les études et l'activité sportive de haut niveau.

Proposition déposée le 10 octobre 1995 par MM. Monfils et Foret. (2)

— Doc. 33 (SE 1995) n° 1.

(1) Examen conjoint avec la commission de la Santé.

(2) Examen conjoint avec les commissions de la Santé et de l'Education.

3. Proposition de décret accordant des prêts d'études sans intérêt pour le transport scolaire.

Proposition déposée le 29 janvier 1996 par M. Hazette.

— Doc. 67 (1995-1996) n° 1.

4. Proposition de décret modifiant l'article 16 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Proposition déposée le 4 février 1998 par Mme Bertouille et M. Hazette.

— Doc. 224 (1997-1998) n° 1.

5. Proposition de décret modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Proposition déposée le 16 juin 1998 par Mme Bertouille et M. Hazette.

— Doc. 249 (1997-1998) n° 1.

6. Proposition de décret corrigeant certaines dispositions en matière d'enseignement supérieur.

Proposition déposée le 2 mars 1999 par M. Cheron.

— Doc. 300 (1998-1999) n° 1.

7. Proposition de décret modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Proposition déposée le 4 mars 1999 par Mme Bertouille et M. Hazette.

— Doc. 302 (1998-1999) n° 1.

8. Proposition de décret modifiant l'article 16 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Proposition déposée le 4 mars 1999 par Mme Bertouille et M. Hazette.

— Doc. 303 (1998-1999) n° 1.

9. Proposition de décret relatif à l'inscription et au financement des étudiants de l'enseignement supérieur.

Proposition déposée le 24 mars 1999 par Mme Dupuis.

— Doc. 323 (1998-1999) n° 1.

H. Commission de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide à la jeunesse.

1. Proposition de décret favorisant la compatibilité entre les études et l'activité sportive de haut niveau.

Proposition déposée le 10 octobre 1995 par MM. Monfils et Foret. (1)

— Doc. 33 (SE 1995) n° 1.

2. Proposition de décret créant une commission d'enquête sur la gestion administrative et budgétaire de l'Agence de prévention du sida.

Proposition déposée le 23 avril 1996 par Mmes Payfa et Bertouille.

— Doc. 82 (1995-1996) n° 1.

3. Proposition de décret relatif au service public d'accueil des élèves.

Proposition déposée le 12 novembre 1998 par M. Cheron et consorts. (2)

— Doc. 275 (1998-1999) n° 1.

Avis du Conseil d'Etat.

— Doc. 275 (1998-1999) n° 2.

4. Projet de décret relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française.

Projet déposé le 10 juin 1999.

— Doc. 337 (1998-1999) n° 1.

(1) Examen conjoint avec les commissions de l'Education et de l'Enseignement supérieur.

(2) Examen conjoint avec la commission de l'Education.

I. Commission des Relations internationales

1. Proposition de décret instituant un Conseil consultatif de la coopération francophone.

Proposition déposée le 25 mars 1999 par MM. Chabot et Santkin.

— Doc. 324 (1998-1999) n° 1.

2. Projet de décret portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, faite à Strasbourg le 15 octobre 1985.

Projet déposé le 6 mai 1999.

— Doc. 335 (1998-1999) n° 1.

ANNEXE

**27 DECEMBRE 1974. — Décret relatif aux conséquences du renouvellement
du Conseil de la Communauté française
sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil (1)**

Article 1^{er}

En cas de renouvellement du Conseil de la Communauté française, les projets et propositions de décret qui ont été introduits devant le Conseil et n'ont pas encore été adoptés par lui sont considérés comme nuls et nonavenus.

Art. 2

Le Conseil peut, à la demande d'un auteur ou de l'Exécutif, se saisir à nouveau d'une ou de plusieurs des propositions visées à l'article 1^{er} qui ont été prises en considération lors de la législature précédente.

Le Conseil peut, à la demande de l'Exécutif, se saisir à nouveau d'un ou de plusieurs des projets visés à l'article 1^{er}.

Art. 3

Les membres du Conseil introduisent leurs demandes auprès du président dans les trente jours qui suivent la constitution du Conseil.

Art. 4

(...) (2)

(1) Ce texte a été adapté aux modifications de terminologie intervenues en 1980.

(2) Disposition transitoire devenue sans objet.